



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/46/635

8 novembre 1991

FRANCAIS

ORIGINAL : **ANGLAIS**

Quarante-sixième session
Point 69 de l'ordre du jour

PROTECTION ET SECURITE DES PETITS ETATS

Rapport de la Commission politique spéciale

Rapporteur . M. Ehab FAWZY (Egypte)

1. INTRODUCTION

1. L'Assemblée générale a inscrit la question intitulée "Protection et sécurité des petits Etats" à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-sixième session conformément à sa résolution **44/51** du 8 décembre 1989.
2. A sa 3e séance plénière, le 20 septembre 1991, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire cette question à son ordre du jour et de la renvoyer à la Commission politique spéciale.
3. La Commission politique spéciale a examiné ce point à ses 5e et 6e séances, les 15 et 17 octobre (voir **A/SPC/46/SR.5** et 6).
4. Elle **était** saisie du rapport du Secrétaire général sur la question (**A/46/339**).

II. EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION **A/SPC/46/L.3**

5. A la 5e séance, le 15 octobre 1991, le Ministre adjoint des affaires étrangères des Maldives a présenté un projet de résolution (**A/SPC/46/L.3**) qui avait pour auteurs les Etats suivants : Antigua-et-Barbuda, Arabie Saoudite, Australie, Bahamas, Bangladesh, Belize, Brunéi Darussalam, Chypre, Comores, Djibouti, Emirats arabes unis, Fidji, Gambie, Grenade, Guyana, Iles Salomon, Jamahiriya arabe libyenne, Lesotho, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, **Malte**, Maurice, Micronésie (Etats fédérés de), Namibie, Oman, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Qatar, Sainte-Lucie, Samoa, Seychelles, Singapour, Sri Lanka et Vanuatu, auxquels se sont ultérieurement joints les Etats suivants : Afghanistan, Bahreïn, Barbade, Bhoutan, Dominique, **Guatemala**,

Guinée-Bissau, Inde, Indonésie, Jamaïque, Koweït, Maroc, Mauritanie, Mongolie, Népal, Nicaragua, Nouvelle-Zélande, Panama, Philippines, République démocratique populaire lao, Saint-Vincent-et-Grenadines, Sierra Leone, Suriname, Swasiland, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Viet Nam et Yémen.

6. A sa 6e séance, la Commission a adopté le projet de résolution sans procéder à un vote (voir par. 8).

7. Le représentant de la Suède a fait une déclaration au sujet du projet de résolution.

III. RECOMMANDATION DE LA COMMISSION POLITIQUE SPECIALE

8. La Commission politique spéciale recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

Protection et sécurité des petits Etats

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 44/51, du 8 décembre 1989, dans laquelle elle a reconnu que les petits Etats risquent d'être particulièrement vulnérables aux menaces extérieures et aux ingérences dans leurs affaires intérieures,

Réaffirmant son attachement à la paix et à la sécurité internationales,

Rappelant la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies 1/,

Consciente que les petits Etats risquent d'être particulièrement vulnérables aux menaces extérieures et aux ingérences dans leurs affaires intérieures et que le droit à la souveraineté et à l'intégrité territoriale peut, dans leur cas, s'assortir de besoins spéciaux,

Préoccupée par le danger que les mercenaires et les terroristes, ainsi que les trafiquants de drogues, peuvent représenter pour les petits Etats,

Condamnant tous les actes d'agression, notamment ceux qui sont commis contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de petits Etats,

Avant examiné le rapport du Secrétaire général 2/ sur l'application de la résolution 44/51,

1/ Résolution 2625 (XXV), annexe.

2/ A/46/339.

1. Remercie vivement le Secrétaire général de son rapport sur l'application de la résolution 44/51;

2. Reconnaît que les petits Etats risquent d'être **particulièrement** vulnérables aux menaces extérieures et aux ingérences dans leurs affaires **intérieures**;

3. Souligne l'importance vitale pour tous les Etats du respect inconditionnel par tous les Etats de tous les principes de la Charte des Nations Unies, notamment des principes de l'égalité souveraine, de l'intégrité territoriale, de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays et du règlement pacifique des différends, ainsi que de leur application constante;

4. Souligne aussi l'importance de renforcer les accords régionaux relatifs à la sécurité en intensifiant l'interaction, la coopération et les consultations;

5. Lance un appel aux organisations régionales et internationales compétentes pour qu'elles fournissent aux petits Etats qui en feraient la demande une assistance visant à renforcer leur sécurité conformément aux principes énoncés dans la Charte:

6. Prie instamment le Secrétaire général de continuer à s'attacher tout particulièrement à suivre la situation de sécurité des petits Etats et d'envisager d'user des dispositions de l'Article 99 de la Charte:

7. Invite le Secrétaire général à continuer d'étudier les moyens qui existent, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et conformément aux dispositions de la Charte, pour préserver la sécurité des petits Etats;

8. Demande au Secrétaire général de poursuivre ses consultations avec les membres du Conseil de sécurité et d'autres gouvernements **concernés**, en tenant compte de l'évolution du climat international et de l'apparition de nouveaux Etats, et de lui présenter un **rapport**, à sa quarante-neuvième session, sur l'application de la présente résolution:

9. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-neuvième session la question intitulée "Protection et sécurité des petits Etats".
